

Question présentée par le député :

M. Daniel Sormanni

Date de dépôt : 21 mars 2018

Question écrite urgente

Pourquoi a-t-on autorisé une manifestation qui présentait un danger prévisible ?

Le 17 mars 2018, une manifestation violente, où se trouvait un nombre important d'extrémistes violents et cagoulés (« Black Blocs »), a traversé les Rues Basses. Traditionnellement, le samedi en période électorale, de nombreux partis politiques installent des stands d'information au Molard. Si un danger est à craindre, une manifestation peut être annulée, de même que les stands politiques. Ces événements du 17 mars ont dégénéré par la présence d'un stand politique qui a refusé de se retirer avant le passage du cortège et la confrontation avec les Black Blocs qui a mobilisé un nombre important de policiers. En soirée, la manifestation s'est poursuivie par des barricades et des incendies et l'occupation illicite d'un immeuble.

Mes questions sont les suivantes :

- *Comment le Conseil d'Etat a-t-il pu autoriser la tenue de stands politiques au Molard en sachant qu'elle donnait en parallèle une autorisation à une manifestation potentiellement dangereuse traversant les Rues Basses ?*
- *Depuis quand la police savait-elle que des « Black Blocs » participeraient à cette manifestation ?*
- *A combien sont estimés les dégâts sous forme de tags et autres vandalismes causés pendant cette manifestation, comme le prévoit la loi afin que les personnes lésées soient dédommagées ?*
- *Comment se fait-il que la police n'ait pas reçu l'ordre de mettre un terme aux barricades et aux incendies, ainsi qu'à l'occupation d'un immeuble, qui ont émaillé la soirée ?*